

ANTHROPEN

Le dictionnaire francophone d'anthropologie ancré dans le contemporain

GLOBALISATION

Sliwinski, Alicia
Wilfrid Laurier University, Canada

Date de publication : 2018-12-21

DOI: <https://doi.org/10.17184/eac.anthropen.084>

[Voir d'autres entrées dans le dictionnaire](#)

Le concept de globalisation désigne l'interconnexion et l'interdépendance accrues de toute une gamme de relations sociales à l'échelle planétaire recouvrant d'importantes dimensions politiques, économiques, culturelles, environnementales et subjectives. Depuis les années 1980, la globalisation est devenue un discours dominant pour décrire la mise en place d'une nouvelle condition planétaire.

Si nul ne nie que la globalisation soit un processus, la période historique qu'elle est censée marquer a fait l'objet de maints débats, aussi bien en anthropologie que dans les autres sciences sociales. Pour certains, la globalisation prend son essor au 19^e siècle avec les bouleversements liés au colonialisme, les avancées technologiques en matière de transport et de communication et l'expansion sans précédent des échanges commerciaux. Pour d'autres, la globalisation réalise la consolidation d'un système capitaliste mondial ou d'une « économie-monde » qui s'organise au 16^e siècle avec la division internationale du travail. Que des parties éloignées de la planète soient reliées entre elles ne date certes pas d'hier : les empires hellénique, romain et mongol ou encore la route de la soie montrent bien que les relations « transnationales » existent depuis longtemps. Cette discussion a opposé le camp des « sceptiques » à celui des « globalisants » quant à la nouveauté du phénomène.

Notons qu'en français, deux termes existent pour désigner l'intensification et la multiplication des connexions et des réseaux reliant différentes parties du monde jadis nettement plus isolées les unes des autres : *mondialisation* et *globalisation*. Ils sont parfois utilisés comme synonymes, mais il y a lieu de tenir compte de la nuance que leur distinction permet (Abélès 2008). La notion de mondialisation insisterait davantage sur les continuités historiques entre le passé et notre contemporanéité – sur le devenir-monde –, alors que la globalisation signale les discontinuités et les ruptures qui permettent d'affirmer que quelque chose de déterminant est apparu à la fin du 20^e

siècle dans notre expérience du monde. Il y a au moins trois facteurs décisifs à cet égard : l'essor d'une économie de marché globale, l'ascension d'Internet et des technologies de communication dans nos vies quotidiennes et l'apparition de mouvements et de politiques identitaires, plus ou moins violents, et parfois clairement orientés contre la globalisation.

La phase actuelle de la globalisation est généralement associée à la doctrine du néolibéralisme, mais il ne faut pas les confondre. Le néolibéralisme caractérise le décloisonnement et la réorganisation des champs politiques et économiques dans le but de réduire les obstacles au commerce mondial. Les mesures macroéconomiques du Consensus de Washington introduites dans les années 1980 – telles que la libéralisation du commerce, la déréglementation de l'économie, la privatisation des entreprises nationales et la réduction des dépenses publiques et des impôts –, ont été mises en place pour favoriser le libre-échange entre les États. Avec la chute du bloc communiste qui annonçait, selon certains, « la fin de l'histoire » (Fukuyama 1992) et la preuve que les démocraties libérales étaient les plus aptes à assurer la croissance d'une économie avancée, la globalisation néolibérale a pris son envol. Au cœur de l'idéologie néolibérale siège la croyance que moins il y a d'entraves à une économie de marché globale, plus les pays seront prospères. De fait, la globalisation va grossir la sphère d'influence d'entités supranationales sur les États, modifiant leur rapport au territoire et le contrôle de leurs économies nationales. Le triumvirat de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International et de l'Organisation mondiale du commerce y a joué un rôle clé, mais ces organisations ont également fait l'objet d'intenses critiques et de mobilisations populaires pour avoir creusé le fossé entre les riches et les pauvres. En matière d'économie politique, la globalisation néolibérale a libéré le capital de ses lieux de production : le capitalisme du nouveau millénaire n'est plus caractérisé par la valeur du travail, mais plutôt par la consommation, la délocalisation et la circulation sans précédent de flux financiers transnationaux, souvent spéculatifs, générant la concentration d'immenses fortunes, mais aussi de nouvelles formes d'exclusion et de dépossession. Parmi les gagnants, soulignons l'essor fulgurant des compagnies technologiques. De fait, le « numérique » exerce une influence considérable dans les nouvelles grammaires culturelles, symboliques et identitaires.

Il est couramment entendu que c'est le rapport au temps et à l'espace que la globalisation a profondément altéré. Selon David Harvey (1989), la globalisation exprime la compression de l'espace et du temps, accélérant les processus économiques et sociaux. Elle a créé de nouvelles configurations sociales et technologiques ayant radicalement réduit le temps des échanges et des déplacements. Depuis, l'espace ne cesse de se réduire et le temps de s'accélérer. Pour Anthony Giddens (1990), il s'agit davantage d'un élargissement de l'expérience vécue de ces catégories, et de leur séparation, si bien que la globalisation implique le désenclavement (*disembedding*) des relations sociales de leurs contextes locaux. Ici, la globalisation prolonge et affermit le processus d'individualisation de la société entamé au 19^e siècle. Un troisième penseur de la globalisation parmi les plus cités est Manuel Castells (1998), qui a avancé l'idée de la société en réseau. Cette nouvelle société réticulaire, informationnelle et globale, est issue de la révolution technologique ayant profondément transformé les modes d'organisation économique, les modalités

du travail (et leur contenu), ainsi que les pratiques sociales liées au temps et à l'espace.

À partir de ces thèses notoires, nous pouvons définir quelques paramètres pour mieux cerner la globalisation : le mouvement accru du capital, des personnes, des marchandises, des images et des idées ; l'intensification des réseaux qui relient différentes parties du globe ; l'élargissement et la déterritorialisation de pratiques sociales, culturelles, politiques et économiques au-delà des frontières ; enfin, l'imbrication du local et du global, et vice versa, dans nos expériences vécues du monde. Ces dynamiques restent pertinentes, mais nous aurions tort de croire que la globalisation est un phénomène total et achevé. La société en réseau n'est pas uniformément distribuée et la géographie de la globalisation expose combien cette dernière encourage la concentration des activités économiques, politiques et culturelles dans quelques grands centres et mégapoles.

Si, d'un côté, la globalisation tend à homogénéiser les cultures quand les contextes locaux assimilent des produits culturels importés – on a parlé de l'américanisation, de la McDonaldisation et de l'aplatissement du monde –, de l'autre, elle entraîne tout autant des formes de fragmentation et de recomposition des identités ethniques et culturelles. De vifs débats ont cherché à déterminer si la globalisation produisait plus de standardisation ou de diversité, d'intégration ou de désintégration, et si ces processus s'avéraient avantageux ou non.

Les questions d'échelle sont importantes et les anthropologues ont adopté des approches plurielles pour éviter les interprétations qui ont « tendance à se produire dans l'espace raréfié de la méta-histoire et des généralités abstraites » (Barber et Lem 2004). Jonathan Friedman (2008) envisage la globalisation sous l'angle de la modernité, entendue comme le champ culturel du capitalisme commercial. La globalisation s'articule alors au développement d'un ethos cosmopolitique dont l'essor continue d'infléchir la « forme sociale du monde » (Agier 2013). Les analyses anthropologiques ont mis l'accent sur les flux et les disjonctions que la globalisation entraîne (Appadurai 1996), les nouveaux assemblages politiques, technologies et éthiques (Ong et Colier 2005), l'hybridité et la créolisation (Hannerz 1987), la circulation des marchandises et des valeurs dans les contextes non hégémoniques de la « globalisation-par-le-bas » (Ribeiro 2012; Haugerud et al. 2001), la création de « non-lieux » caractéristiques de la surmodernité (Augé 1992), ou les frictions que les nouvelles articulations entre le local et le global entraînent (Tsing 2005).

Par ailleurs, la globalisation a eu des répercussions sur les méthodologies de l'anthropologie : on assiste à une plus grande réflexivité dans la pratique de terrain qui devient lui-même multisites (Marcus 1995). Il s'agit également de révéler les liens entre le micro et le macro [FL1] et ce qui y circule, s'y négocie ou y est contesté. Toutefois, au niveau épistémologique, la globalisation n'a pas la même valence que la notion de culture. Peut-on parler d'une culture globale et faire une ethnographie du global ? Marilyn Strathern (1995) notait que le global risquait d'être un concept autoréférentiel puisqu'il n'offre pas de point de vue sur le monde : il ne donne pas à voir les relations sociales qui sont rendues manifestes dans des ancrages locaux. Ces questions ne sont pas tranchées et renvoient à la portée herméneutique accordée au global en tant que contexte dans et par lequel la pratique anthropologique opère, en tant qu'objet bon à penser, sur lequel agir, et qui libère de nouveaux imaginaires.

Le 21^e siècle maintenant bien entamé, force est de constater que la globalisation a creusé les inégalités entre les nations, les régions et les classes sociales. En 2017, plus de 80 % de la richesse mondiale ont été empochés par 1 % de la population (Oxfam 2018). Ces rapports d'inégalité ne s'expriment pas uniquement en termes économiques, mais aussi selon le genre et le degré d'exposition au risque. Ils alimentent également des mouvements de panique morale face à diverses sortes d'indésirables, qu'il s'agisse de pandémies, de terroristes, de migrants ou de réfugiés. Les politiques identitaires, exacerbées dans l'exutoire des réseaux sociaux, sont un corollaire qui polarise l'espace politique autant par le « haut » (quand les gouvernements promeuvent des nationalismes xénophobes) que par le « bas » (quand les minorités revendiquent la reconnaissance de leurs droits). Ces tensions profondes forcent à repenser le paradigme de l'État-nation dont la souveraineté affaiblie expose la désuétude d'un modèle d'exercice du pouvoir.

L'utopie de la globalisation s'est essouffée et d'autres concepts sont apparus, tels ceux de capitalocène et d'anthropocène pour accuser les maux engendrés par le capitalisme et l'impact délétère des activités humaines sur la planète. Comment infléchir les pathologies de la globalisation pour y remédier est sans doute l'enjeu principal de notre avenir commun.

Références

Abélès, M. (2008), *Anthropologie de la globalisation*, Paris, Payot.

Agier, M. (2013), *La condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*, Paris, Éditions La Découverte.

https://editions-ladecouverte.fr/catalogue/index-La_condition_cosmopolite-9782707174086.html

Appadurai, A. (1996), *Modernity at Large*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

Augé, M. (1992), *Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil.

Barber P. et W. Lem (2004), « Marchandises, capitalisme et mondialisation – Introduction », *Anthropologica*, Vol. 46, n° 2, p. 131-138.

<https://doi.org/10.2307/25606189>

Castells, M. (1998), *L'Ère de l'information. Vol. 1, La Société en réseaux*, Paris, Fayard.

Freidman, J. (2008), *Modernities, Class, and the Contradictions of Globalization*, New York, Rowman and Littlefield Publishers.

Fukuyama F. 1992. *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion.

Giddens, A. (1990), *The Consequences of Modernity*, Cambridge, Polity.

Hannerz, U. (1987), « The World in Creolization », *Africa*, Vol. 57, p. 546-549.
<https://doi.org/10.2307/1159899>

Harvey, D. (1989), *The Condition of Postmodernity. An Inquiry in the Origins of Cultural Change*, Oxford, Blackwell.

Haugerud, A., M. P. Stone, et P. D. Little (éds.), (2001), *Commodities and Globalization: Anthropological Perspectives*, Lanham, MD, Rowman and Littlefield Publishers.

Marcus G. E. 1995. « Ethnography in/of the World System. The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, vol. 24, p. 95-117.
<https://doi.org/10.1146/annurev.anthro.24.1.95>

Ong, A. et J. Collier, (dir.), (2005), *Global assemblages : Technology, Politics and Ethics as Anthropological Problems*, London, Blackwell.
<https://blackwells.co.uk/bookshop/product/Global-Assemblages-by-Aihwa-Ong-Stephen-J-Collier/9780470695814>

Oxfam (2018), « Partager la richesse avec ceux et celles qui la créent », Oxfam International.

https://d1tn3vj7xz9fdh.cloudfront.net/s3fs-public/file_attachments/bp-reward-work-not-wealth-220118-fr.pdf

Ribeiro, G. L. (2012), « Globalization from below and the non-hegemonic world-system », in G. Matthews, G. L. Ribeiro et C. Alba Vega (dirs.), *Globalization from Below : The World's Other Economy*, London, Routledge, p. 221-235.

Strathern, M. (1995), « The Nice Thing About Culture is that Everyone Has It », in Strathern M (dir.), *Shifting Contexts: Transformations in Anthropological Knowledge*, London, Routledge, p. 153–176.
<https://www.taylorfrancis.com/books/e/9780203450901/chapters/10.4324/9780203450901-15>

Tsing, A. (2005), *Friction : An Ethnography of Global Connection*, Princeton, Princeton University Press.
<https://press.princeton.edu/titles/7885.html>